

COMMUNIQUE DE PRESSE

Allègement des mesures à l'école : danger et déraison

Alors que l'épidémie flambe et que les scientifiques alertent sur la nécessité de restreindre au maximum la circulation du virus pour freiner les contaminations, le gouvernement allège les mesures à l'école primaire où les 6 millions d'élèves ne sont pas vaccinés. Les études de l'Inserm mettent pourtant en évidence un fort niveau de transmission dans les écoles, qui contribue à la circulation virale en communauté. Le gouvernement met ainsi en danger les élèves, les personnels et leurs familles.

La décision de ne plus fermer les classes au premier cas de covid positif va contribuer à accroître l'épidémie. Cet allègement intervient alors que le taux d'incidence des 6-10 ans est extrêmement élevé, 346 cas pour 100 000 contre 193 pour l'ensemble de la population, et prend le contrepied des connaissances scientifiques. En effet, un élève cas contact testé négativement le lendemain de la découverte du premier cas positif dans une classe peut s'avérer positif jusqu'à deux jours plus tard et contaminer entre-temps les autres élèves. C'est de cette situation et donc d'une indiscutable hausse des contaminations que prémunit la fermeture immédiate de classe et le retour à l'école une semaine plus tard suite à un test négatif.

En plus de ne pas briser les chaînes de contaminations en cas de fort pic épidémique, la généralisation de l'expérimentation en cours dans dix départements de non fermeture et de test de l'ensemble des élèves suite à la découverte d'un cas positif va prendre du temps à se mettre en place. Sans compter qu'elle se montre extrêmement chronophage et compliquée à mettre en œuvre par les directrices et directeurs d'école. Enfin, dépendante de la réactivité des laboratoires d'analyses médicales, cette expérimentation n'endigüe pas les fermetures de classes, puisqu'on comptait ainsi hier 179 classes fermées dans le Rhône...

Et à tout cela s'ajoutent les carences de dépistage des élèves à l'école, le ministère ne proposant toujours que 400 000 tests hebdomadaires loin des 600 000 annoncés

et encore plus loin des 6 millions nécessaires prônés par le Conseil scientifique depuis septembre. Pourtant un dépistage hebdomadaire régulier diminuerait à la fois le nombre de contaminations au sein des écoles et le nombre de jours de classe perdu.

Pour protéger l'école, le SNUipp-FSU appelle solennellement le gouvernement et le ministère de l'éducation à revenir sur cette annonce en conservant la règle protectrice de la fermeture de classe au premier cas et à mettre enfin en place toutes les mesures nécessaires qui sont à sa disposition.

Paris, le 25 novembre 2021